

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 32 (1952)
Heft: 2

Anhang: La suspension de la libération des importations en France
Autor: Chambre de commerce suisse en France

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La suspension de la libération des importations en France

L'expédition du présent numéro de notre Revue a été retardée dans l'espoir qu'il serait possible d'y insérer, à la dernière minute, le texte des avis que nous attendons d'un jour à l'autre et qui doivent fixer les modalités d'application du recontingement des importations en France. Malheureusement, ces avis n'ont pas encore paru et, dans l'ignorance où nous sommes quant à leur date de publication, nous ne pouvons pas retarder davantage la diffusion de notre périodique.

Nous nous permettons de relever une fois encore ici, combien il est regrettable que nous soyons toujours, presque un mois après la parution du premier avis qui a suspendu la libération des échanges en France (J. O. du 4 février 1952), sans aucune nouvelle quant aux formalités qui permettront d'importer dorénavant les produits anciennement libérés. Le temps passe et les importations de ces marchandises sont entièrement suspendues, à l'exception de celles qui entrent dans le cadre des mesures transitoires. Cette situation est intolérable pour la plupart des importateurs et elle ne saurait se prolonger sans provoquer de graves perturbations dans les relations de la France avec ses partenaires étrangers.

Ces décisions s'inscrivent dans le cadre général des restrictions apportées depuis le 4 février dernier à la liberté, non seulement des échanges, mais aussi des changes :

- 4 février : — suspension de la libération des produits finis en provenance des pays de l'O. E. C. E. ;
— nouvelle réglementation des paiements anticipés ;
- 8 février : — réduction du montant, en devises et en francs français, pouvant être exporté par les touristes ;
- 16 février : — restrictions dans l'emploi des comptes capital, par des étrangers résidant en France ;
- 17 février : — réglementation de l'achat et de la vente des valeurs mobilières étrangères ;
- 19 février : — suspension de la liberté d'importation des matières premières ;
— réforme du régime des comptes E. F. A.C.

C'est dire combien, peu à peu, le carcan du dirigisme se resserme...

Le point de vue de la Chambre de commerce suisse en France à l'égard de ces mesures est développé dans l'éditorial du présent numéro (voir p. 38). Nous nous bornerons à résumer ci-dessous la situation telle qu'elle se présente au 25 février, sur le plan purement commercial :

Rappelons tout d'abord que le premier avis portant suspension de la libération des échanges a été publié au Journal officiel du 4 février 1952. Cet avis était accompagné d'une liste de produits qui demeureraient libres à l'importation. Cette dernière liste de produits libérés a été, à son tour, recontingentée par un avis paru au Journal officiel du 19 février.

Il n'existe donc plus actuellement aucune marchandise qui puisse être importée en France librement.

Les marchandises qui ont été recontingentées le 4 février, comme celles qui l'ont été le 19 du même mois, ont pu bénéficier de mesures transitoires, à la condition :

— qu'elles aient donné lieu, avant leur recontingement, à l'ouverture d'un dossier de domiciliation ;

— qu'elles aient fait l'objet, avant la même date, d'un contrat commercial bona fide, correspondant, quant à sa nature et quant à son montant à l'activité habituelle et normale de l'importateur (avis n° 527 paru au J. O. du 9-2-1952 et avis n° 531 paru au J. O. du 20-2-1952).

Comme il fallait s'y attendre, ces mesures ont provoqué un afflux considérable de demandes de licences à l'Office des changes, dont le personnel avait été sensiblement réduit depuis deux ans. Des milliers de dossiers, fondés sur les avis n° 527 et 531, lui parviennent chaque jour et provoquent dans ses services un véritable « embouteillage ».

Actuellement, seules sont prises en considération les demandes de licences présentées dans le cadre de ces deux avis. Elles sont examinées avec la plus extrême rigueur et refoulées impitoyablement pour le moindre vice de forme.

En ce qui concerne les importations qui ne peuvent bénéficier de ces mesures transitoires, des demandes de licences peuvent être présentées à l'Office des changes, mais elles s'y accumulent et ne seront vraisemblablement pas étudiées avant le 15 mars environ.

Quant aux produits qui faisaient déjà l'objet de licences avant le 4 février, leur régime est fixé contractuellement et ne pourrait être modifié qu'à la suite de négociations bilatérales. Cependant, l'afflux des demandes est tel à l'Office des changes que la délivrance des licences est actuellement paralysée.

Nous précisons, enfin, que l'importation de pièces de rechange en provenance de Suisse n'est pas affectée par les mesures de recontingement des 4 et 19 février. Elles peuvent donc toujours être importées sur simple certificat d'importation accompagné d'une attestation de la Société suisse des constructeurs de machines à Zurich et de l'engagement habituel de l'importateur français ; elles sont imputées sur le poste 358 de l'accord franco-suisse du 8 décembre dernier. N'ont, en effet, pas été abrogés, l'avis aux importateurs paru au Journal officiel du 21 décembre, ainsi que la décision administrative de la Direction générale des douanes n° 3.262 du 28 décembre 1951.

Que nous réserve l'avenir ? Vraisemblablement des contingents globaux, en provenance de tous les pays de l'O. E. C. E., avec une sous-répartition géographique, jugée indispensable pour maintenir les courants normaux d'importation.

La situation actuelle est grave, d'autant plus qu'on n'en aperçoit pas l'issue. Elle est ressentie par la Suisse comme une injustice, elle qui a conscience de n'avoir rien fait pour la créer et d'avoir, au contraire, tout tenté pour l'éviter. C'est pourquoi nous demandons qu'un traitement équitable soit réservé aux importations en provenance de Suisse. Nous pensons que le meilleur client de la France a quelques droits à réclamer un traitement, non pas de faveur, mais d'équité.

Chambre de commerce suisse en France